

L'école vue par les médias

par Benoît Peuch

Le traitement des problèmes scolaires par les médias se réduit le plus souvent à un débat assez stérile entre progressistes, qui aspirent à « changer l'école » en la réformant, et réactionnaires qui veulent restaurer un ordre antérieur pour « sauver l'école ».

À propos de : Yann Forestier, *Changer l'école ou la sauver. Une polémique médiatique*, Puf, 2023, 280 p., 22 €

Depuis plus d'une cinquantaine d'années, la question de ce que doit être l'école, de ce qu'elle doit enseigner et de la façon dont elle doit fonctionner, agite l'espace public. Des controverses sur les méthodes de lectures des années 1970 aux préoccupations actuelles concernant le recours massif aux contractuels, les sujets de polémiques ne cessent de se multiplier. Si ces discussions peuvent prendre l'ampleur qu'on leur connaît, c'est grâce à la couverture médiatique dont elles bénéficient. Pour le journaliste, l'approche conflictuelle de l'actualité permet de garantir l'objectivité de son propos en mettant en lumière une pluralité de point de vue plutôt qu'en imposant une ligne éditoriale arbitraire. De la sorte, les médias offrent au public l'accès à des débats qui, en leur absence, resteraient probablement confinés au cercle restreint des spécialistes.

Cependant, souligne Yann Forestier, la capacité des médias à rendre certains sujets visibles au plus grand nombre ne signifie pas que ce qu'ils offrent au public soit un reflet exact de la réalité. Le travail de transmission du journaliste implique toujours une opération de sélection et de mise en scène. En s'appuyant sur l'étude d'un corpus de 8 500 articles sur l'éducation parus en France entre 1959 et 2008, provenant

majoritairement du *Monde*, du *Figaro* et de *La Croix*, Forestier propose d'étudier, d'un point de vue socio-historique, la façon dont ce travail de filtrage et remodelage de l'information se construit et se transforme, tout en s'interrogeant sur ses conséquences sur la formation de l'opinion publique.

Une éducation devenue l'affaire de tous

Le traitement médiatique des questions d'éducation n'a pas toujours eu la forme polémique qu'il a aujourd'hui. Jusqu'à la fin des années 1960, les colonnes des journaux relayent principalement des échanges académiques et des annonces gouvernementales. Pour Forestier, les événements de Mai 1968 marquent un tournant en donnant aux questions d'éducation une ampleur politique sans précédent. L'actualité de l'éducation s'accélère, devant se conformer au rythme des réformes, des polémiques, des grèves et des manifestations. Dans ce contexte, le « chroniqueur universitaire » d'antan cède sa place au « journaliste éducation » soucieux de rendre compte de l'opinion publique. Le reportage et le sondage deviennent alors les instruments privilégiés des journalistes. L'éducation n'est plus une affaire réservée aux intellectuels. On donne dorénavant à la parole aux personnes qui font directement l'épreuve de l'école, en premier lieu les professeurs et les parents d'élèves. Dans cette nouvelle dynamique, de nouveaux thèmes émergent. Parmi eux, « l'échec scolaire », souvent présenté comme le symptôme d'une école qui échoue à être une école pour tous : en 1971, le GFEN (Groupe français d'Éducation Nouvelle) fait de l'échec scolaire un « échec de l'école ».

Parallèlement, le thème du « malaise enseignant » se développe : la même année, le suicide de trois enseignants ouvre la polémique. Devenant le sujet d'une médiatisation à court terme, l'éducation doit faire sensation. Les journalistes n'hésitent pas, par exemple, à recourir à des titres catastrophistes, provocateurs ou accrocheurs. « Être professeur devient le métier le plus dangereux de notre époque » ou « Les professeurs dans la tourmente », titrent des journaux où l'on s'interroge sur le malaise enseignant. (p. 59) « Les enseignants sont-ils privilégiés ? » interroge de façon provocatrice un dossier du *Monde* de 1980 qui tend, pourtant, à relativiser les avantages de la profession.(p. 48).

Une mise en scène qui exacerbe la polarisation idéologique des conflits

Les journalistes, soucieux de refléter la diversité des opinions qui circulent dans l'espace public, ont tendance à privilégier une perspective conflictuelle lorsqu'ils couvrent l'actualité. Selon Forestier, cette approche conduit à polariser les débats. À partir des années 1970, les journaux mettent en scène l'affrontement de deux perspectives : celle des progressistes, qui aspirent à « changer l'école » par la réforme, et celle des réactionnaires qui veulent restaurer un ordre antérieur pour « sauver l'école ». Une des premières polémiques de ce type émerge autour du « Plan Rouchette », rapport publié en 1971 préconisant des méthodes d'apprentissage du français qui mettent l'accent sur l'expression orale et sur des pratiques non littéraires de l'écrit. Ce projet, qui prend appui sur une série d'études expérimentales, entend « rénover l'enseignement du français » pour limiter le « retard scolaire »¹. La réplique médiatique est très violente : dans *Le Figaro*, l'académicien Pierre Gaxotte dénonce le plan comme « le résultat d'un complot communiste qui viserait à affaiblir la culture française » ; dans *Le Monde*, l'écrivain Jean Guéhenno fustige le « pédagogisme », c'est-à-dire, selon lui, ce refus de toute contrainte éducative que justifieraient les sciences humaines qu'il qualifie de « science[s] des idées vagues ». (p. 82-83) Les polémiques que soulève le Plan Rouchette sont tout à fait exemplaires de la façon dont des questions pédagogiques d'abord très définies tendent à prendre une dimension idéologique plus confuse à mesure que la polémique enfle : le débat sur les méthodes d'apprentissage du français s'efface ici au profit d'un autre, beaucoup plus vaste, sur l'autonomie, l'esprit critique, l'autorité et la culture.

Forestier montre que cette mise en scène favorise la diffusion des idées réactionnaires qui, auparavant, restaient en marge des chroniques universitaires. La focalisation sur le conflit a pour effet de valoriser les réactions – indignation, frustration, dénonciation – souvent adoptées par ceux qui veulent « sauver l'école » et leur permet d'être mis en scène comme un groupe homogène facilement identifiable. De leur côté, les progressistes ont du mal à trouver un moyen d'exprimer leurs propositions dans l'espace public et ont tendance à se replier dans l'ornière des réunions syndicales ou associatives pour n'apparaître que très ponctuellement dans l'espace public quand une polémique leur donne une ouverture.

¹ Plan de rénovation de l'enseignement du français à l'école élémentaire (Plan Rouchette), 1971.

Un exemple très récent de ce phénomène se trouve dans la façon dont la critique des orientations ministérielles de Jean-Michel Blanquer peine à percer dans l'espace public avant qu'éclate la polémique autour des soupçons « d'islamogauchisme » exprimés par le ministre. L'approche conflictuelle de l'actualité, qui se concentre principalement sur des réactions émotionnelles ou sur des débats idéologiques trop généraux, débouche ainsi sur une forme médiatique qui entretient les polémiques au lieu de favoriser l'émergence d'un consensus.

L'espace public et ses transformations

Le livre s'inscrit dans une réflexion plus vaste concernant les transformations socio-historique de l'espace public que Jürgen Habermas avait inaugurée en 1962 dans *L'espace public*. Dans ce texte désormais classique, Habermas montrait comment la presse a pu devenir, à la fin du XVIIIe siècle, un élément essentiel de la construction des démocraties représentatives en devenant le relais des discussions des salons bourgeois sur l'art et la politique. Pour Forestier, le traitement médiatique de l'éducation des années 1960 alimente un espace public bourgeois composé de débats consensuels entre spécialistes. Après Mai 68, l'espace public prend une forme nouvelle. Renonçant à l'esprit de synthèse qui la caractérisait, la Presse cherche à être le « miroir » d'une société hétérogène qu'elle met en scène comme un « cirque » où la confrontation des opinions devient un spectacle qui se suffit à lui-même.

Dans les deux premiers tiers du livre, Forestier montre que ce paradigme s'est consolidé jusqu'à la fin des années 2000. Dans la dernière partie de son exposé, l'auteur se penche sur les transformations de l'espace public après la généralisation d'internet et des réseaux sociaux. À ce niveau, il propose des analyses qui permettent d'affiner celle qu'Habermas a pu proposer récemment sur ce sujet. Dans *Espace public et démocratie délibérative*, Habermas avance que les réseaux sociaux instaurent un espace public, émancipé de l'influence structurante des médias traditionnels, qui dégénère en laissant s'exprimer sans filtre ni recul une multitude d'opinions individuelle et en se soumettant à l'instrumentalisation commerciale des GAFAM.

Forestier propose un point de vue plus nuancé. Certes, le web 2.0 instaure indéniablement un espace public qui n'est plus exclusivement orchestré par la presse. Mais cela ne signifie pas qu'elle en soit exclue : la presse continue de contribuer à l'espace public, non plus en tant que metteur en scène, mais en tant qu'acteur qui

participe activement au développement des débats. Le blog, le tweet, le streaming sont des outils médiatiques que les journalistes se sont appropriés et il ne faut pas oublier que, même en ligne, les médias traditionnels restent suivis, commentés et partagés par les internautes. Comme le relève également Habermas, dans ce nouvel espace public, le problème des fausses informations est plus préoccupant que jamais. Forestier montre que, sur ce terrain de jeu, les journalistes redéfinissent leur rôle en s'efforçant de soumettre les discours qui traversent l'espace public à l'épreuve des faits. En ce sens, il apparaît que le rôle de rationalisation des débats de la presse qu'Habermas craignait de voir disparaître s'est en fait maintenu, bien que celui-ci prenne ait pris une forme nouvelle plus adaptée à la situation socio-historique actuelle.

À ce niveau, le traitement médiatique de l'éducation ne semble pas différent de celui réservé à d'autres sujets de société. Bien qu'il illustre son propos d'exemples concrets relevant du domaine de l'éducation – comme les polémiques, en 2014, autour de « l'ABCD de l'égalité » ou celle, en 2018, autour du « #Pasdevague » – il est difficile de saisir ce qui constitue la spécificité du traitement médiatique de l'éducation pourtant affirmée par l'auteur.

L'analyse des transformations socio-historiques de la presse sur l'éducation que développe ici Forestier évite soigneusement l'idéalisation naïve des pouvoirs émancipateurs du journalisme, ainsi que la dénonciation unilatérale de l'instrumentalisation médiatique de l'information. On ne peut qu'espérer que cette étude soit enrichie par d'autres enquêtes portant sur l'évolution du traitement médiatique de l'éducation dans d'autres pays.

Publié dans lavedesidees.fr, le 18 septembre 2023.